

AHMED OUYAHIA :

«Le gouvernement ne déposera pas sa démission»

C'est un Ahmed Ouyahia très détendu qui a animé, hier samedi, au siège de son parti, le Rassemblement national démocratique, à Ben Aknoun (Alger), une conférence de presse où il s'exprimera davantage comme Premier ministre que comme secrétaire général du parti. Le ton du discours ne comportait pas, en tout cas, le moindre signe d'une proche fin de mission.

Kamel Amarni Alger (Le soir) - Pourquoi n'a-t-il pas déposé sa démission au lendemain des élections législatives du 10 mai ? «Il y a un ordre républicain dans le pays. La Constitution est claire : c'est le président de la République qui décide.» Autrement dit, Bouteflika n'a pas demandé à Ouyahia de déposer sa démission. En attendant, «tous les secteurs (de l'exécutif ndlr) travaillent normalement». Plusieurs fois chef du gouvernement, Ouyahia fera même cette remarque : «Je vous rappelle juste que cela était déjà arrivé de changer d'équipe gouvernementale sans pour autant présenter de programme devant le Parlement.» Les questions autour de l'avenir du gouvernement et celui de son premier responsable sont revenues régulièrement au cours de la longue conférence de presse. Imperturbable, Ouyahia s'en sort à chaque fois avec une formule ou une autre. «Si vous pensez que le Premier ministre est

un paradis, je vous invite à lire *L'enfer de Maignon* (un remarquable ouvrage qui recueille les témoignages de douze premiers ministres français ndlr). A une autre question de savoir si Ouyahia ne court pas le risque d'être victime, lors de la constitution du gouvernement de cette règle non écrite des équilibres régionaux, il aura cette réplique : «Vous savez, moi qui aime le football, je me souviens que dans ma jeunesse, 80% des joueurs de l'équipe nationale venaient d'une seule équipe qui n'est pas loin de mon quartier, le CRB ! Cela n'a pas empêché l'EN de nous procurer tant de joie !» L'homme, qui ne parle jamais «spontanément», aura certainement été rassuré quant à son avenir au Palais du gouvernement. Pour preuve, cette autre réponse à la question consistant à savoir quel commentaire fait-il sur une déclaration de Belkhadem, pas très amicale à son encontre du reste. «De grâce,

ne me faites pas engager dans un match qui n'est tout simplement pas programmé.» En d'autres circonstances, le patron du RND n'aurait certainement pas épargné son homologue du FLN...

«Je sais que Ouyahia dérange, mais c'est comme cela !»

L'actuel patron de l'Exécutif assume et confirme même sa réputation : «Oui, je sais que Ouyahia dérange, mais c'est comme cela !» De nombreuses questions fusent aussitôt. Il dérangerait qui ? A quel niveau ? Quel clan ou segment du pouvoir, etc. «Je dérange tous ceux qui savent que, dans ma gestion, je ne suis pas un homme de compromis ou un homme d'image.» Pas de réponses précises mais bien des indications, par contre. Longuement, Ouyahia se désolera du monopole de «l'économie des conteneurs». «Ce qui me laisse dubitatif, c'est cette guerre que certains ne cessent de déclarer, je ne sais pour quelle raison, contre la règle des 51% 49% que nous avons instituée pour protéger notre économie nationale (...) En passant à côté du port d'Alger, on se rend compte de l'ampleur de l'invasion du container ! Des containers non pas destinés pour l'exportation,



Ahmed Ouyahia.

mais toujours pour l'importation ! Nous avons fini par avoir un Doubaï à Alger, un Doubaï à El Eulma et des Doubaï à travers tout le pays.» Ouyahia tire la sonnette d'alarme : «Si, aujourd'hui, nous bénéficions d'une certaine aisance financière, c'est grâce à Hassi Messaoud, Hassi R'mel et Hassi Berkine. Mais si nous n'y prenons pas garde, même l'argent de notre pétrole finira par être transféré par ces lobbies des containers vers Paris, Shanghai et autres.

J'ai cité Doubaï. Eux (les Émiratis) au moins ils ont su utiliser l'argent de leur pétrole pour investir dans le secteur des services.» En d'autres termes, et quand c'est Ouyahia qui le dit, il y a lieu de s'attendre à une prochaine rigueur en la matière. Probablement, dès la nouvelle loi de finances pour 2013. Il faut rappeler, en effet, que le pouvoir avait subitement reculé, sur ce terrain-là, sous la pression du déluge qui s'abattait sur le monde arabe, au tout début de l'année 2011. Pour faire face à l'urgence du moment, Bouteflika avait gelé toutes les mesures préconisant plus de rigueur dans la gestion de l'économie nationale que contenait la loi de finances pour 2011. En plus du lancement d'un programme gigantesque et généreux, dès mars 2011 pour «contenter» toutes les contestations sociales ou du monde du travail. «La paix sociale n'a pas de prix», expliquait d'ailleurs Ouyahia. Mais, depuis, les pressions, internationales notamment, se sont considérablement atténuées sur le pouvoir algérien. Le péril islamiste qui menace la Tunisie et l'Egypte, la situation de la Libye et du Mali sont autant de facteurs qui ont sensiblement changé la donne...

K. A.

MILA / ABDELKRIM ABADA :

«Le 16 juin, Abdelaziz Belkhadem ne sera qu'un mauvais souvenir dans l'histoire du FLN !»

Présidant une réunion régionale du mouvement de redressement du FLN, en présence de plusieurs coordinateurs des wilayas de l'est du pays et des militants du mouvement de la wilaya de Mila, le coordinateur national, Abdelkrim Abada, n'a pas fait dans le détail en descendant en flammes l'actuel SG du FLN, en ne citant que rarement son nom qui, selon lui, est à l'origine de tous les dévergondages, les errements et les déviations scandaleuses et préjudiciables de ce valeureux parti.

Faisant une rétrospective sur l'origine de ce déchirement fratricide, Abada assure que son mouvement n'a rien à voir avec les luttes intestines de repositionnement au sein du parti, comme il est largement répandu ici et là, mais plutôt une question de principe, d'idéologie et de positions politiques, puisqu'en sus de la déstabilisation structurelle (apparente celle-là), le FLN version Belkhadem a gravement dévié de sa trajectoire sur les plans politique et idéologique.

Des membres du bureau politique et autres proches de l'actuel SG sont en train, toujours selon Abada, de jouer avec le feu en entraînant et le parti et le pays tout entier, vers des dérives aux conséquences incalculables, en affirmant à qui veut bien les entendre, que ce mouvement contre la direction actuelle du parti est mené par des éléments issus du nord constantinois pour s'accaparer des commandes du parti, alors que le parti doit rester entre les mains des gens de l'Ouest, et c'est là une très grave dérive, jamais connue auparavant.

Notre parti est gravement malade, poursuit l'orateur, et comme tous les grands malades il a besoin d'un traitement de choc et en urgence, afin d'espérer effectuer un quelconque sauvetage.

Pour le coordinateur national du mouvement de redressement et de l'authenticité, beaucoup de cadres au sein du FLN ont pris conscience du danger que représente l'actuelle direction du parti et à sa tête, Abdelaziz Belkhadem, que seule l'échéance de 2014 préoccupe, ils sont par conséquent, plus décidés que jamais à mettre fin à ce cauchemar, lors de la session du comité central qui se tiendra les 15 et 16 juin courant, et ce, quelles que soient les manœuvres et les manipulations envisagées par lui-même et par ses sbires !

A. M'haimoud

L'AVANT-PROJET DU RAPPORT FINAL L'ACCUSAIT D'AVOIR FAVORISÉ LE FLN

La commission Seddiki lave le président de tout soupçon

Si elle a conclu, au vu des nombreux dépassements et irrégularités qui les ont émaillées qu'elles ont perdu toute crédibilité, la commission Seddiki de surveillance des dernières législatives estime que le président de la République «n'y est pour rien». A contrario de ce que l'avant-projet dudit rapport qui l'accusait d'avoir «prolongé la campagne électorale, clôturée quelques jours auparavant, en faveur de son parti».

M. Kebci –Alger (Le Soir) - Pour Seddiki qui faisait, hier, à l'occasion d'une conférence de presse, le bilan des 3 mois 9 jours que la structure qu'il préside a eu à activer, c'est le FLN qui est mis en cause en ce sens, selon lui, que ce parti «a mis à son profit et a exploité le discours du président de la République, à Sétif, dans le cadre de la célébration des événements du 8-Mai-1945. Un discours qui, pourtant, a, de l'avis de plus d'un observateur, constitué «un véritable feu vert à l'adresse de l'administration afin d'œuvrer par tous les moyens à la victoire du parti dont il assure la présidence à titre honorifique». Et au représentant du parti Ahd54 d'appuyer son constat par le résultat «pléthorique» du plus ancien parti du pays, «résultat qu'il n'aurait pas pu engranger, commentera-t-il,

même à ses heures de gloire, au lendemain de l'indépendance». Il accusera, dans ce sillage, des partis, au nombre de huit, d'avoir ébruité le rapport préliminaire avant qu'il ne subisse les ultimes retouches et sa remise au président de la République et au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales. Une mouture finale qui, fera-t-il savoir, a eu l'assentiment de 31 représentants de partis au moment où 4 autres ont émis des réserves.

Et au vu de sa nature critique, allant jusqu'à trouver «bizarres» les résultats pourtant sans appel du Conseil constitutionnel, le document de 47 pages n'a pas été paraphé par les deux partis de l'Alliance présidentielle, «le représentant du FLN s'étant évaporé depuis un certain temps tout comme d'ailleurs est le cas de celui du FFS, au moment où

son collègue du RND qui a voté pour, s'est désengagé à la toute dernière minute pour ne pas signer la mouture finale», dira Seddiki.

Le rapport, bien qu'il ne mette en cause aucune institution, ce dont la commission a fait un souci majeur pour ne pas les «mettre en jeu», se défendra Seddiki, énumère le gros des dépassements et des transgressions ayant caractérisé le processus électoral dans ses moindres étapes, de la convocation du corps électoral à la proclamation des résultats définitifs par le Conseil constitutionnel. Et surtout pas dans la demi-mesure en mentionnant «le fossé entre le discours officiel garantissant la neutralité du scrutin et les pratiques traditionnelles qui consistent à manipuler les voix des électeurs». Aussi, la commission Seddiki n'a-t-elle pas insisté sur le vote des militaires dont le vote a plus profité au FLN dont «les résultats ont été gonflés dans les régions militaires». Ce qui n'aurait pu se concrétiser sans «l'inscription en bloc des militaires hors du délai fixé par la loi, le recours abusif aux procurations, estimées à des milliers, délivrées par les autorités militaires sans le respect des dispositions prévues dans la loi électora-

le». Autres anomalies enregistrées et relevées dans ce rapport qui a tardé à voir le jour, «la non-conformité de certains P-V délivrés tardivement aux partis politiques avec ceux remis aux commissions des magistrats de wilaya, des P-V signés à blanc, l'annonce des résultats avant la fin de l'opération dans plusieurs centres, l'invitation faite aux surveillants de quitter les bureaux de vote, ce qui a permis le remplissage des urnes, le taux de participation qui a grimpé d'une manière assez inhabituelle le matin du 10 mai, en passant de 4% à 15% en l'espace de deux heures.

Les membres de la commission regrettent aussi l'attitude du département d'Ould-Kablia qui a fait de celle-ci «un adversaire» alors que les parties étaient censées travailler en concertation avec le rejet par le gouvernement de plusieurs propositions de la Cnises, dont le recours au bulletin unique et la révision du fichier électoral, le recours au tirage au sort pour la surveillance des bureaux de vote, en gardant le silence sur le marchandage des listes électorales, l'absence de bulletins de vote dans certains bureaux...

M. K.

LE TON N'EN FINIT PAS DE MONTER AU FFS

La Fédération de Tizi-Ouzou appelle à «la restitution du parti à ses militants»

Là, ils ont toute latitude de réviser leur jugement, ceux qui s'efforçaient à trouver encore matière à douter de la conviction des militants d'aller au bout de l'œuvre engagée pour la remise du FFS dans le droit chemin.

S'il subsistait encore quelque réserve sur le mouvement qui secoue le plus vieux parti de l'opposition, la déclaration rendue publique, hier, a dû convaincre que quelque chose d'autrement plus «sérieux», que ne le croit, par exemple, Ali Laskri, est en train de se passer dans le parti de Hocine Aït Ahmed. Le regroupement de vendredi, comme beaucoup pouvaient s'y attendre, au regard de ce qu'il a suscité comme attrait auprès de la base militante du FFS, a fait entrer

définitivement le parti dans un état dont on le croyait immunisé jusque-là. Des coups de colère de militants et de cadres, le FFS comme tous les autres partis en a connus, mais ce à quoi la direction que dirige Ali Laskri est en train d'être confrontée prend les allures d'une véritable rébellion. «Une œuvre ardue mais réalisable», estiment les militants montés au front, si l'on comprend bien le contenu de leur déclaration émise hier.

Le constat est, en tous les cas, sans concession. «Notre parti traverse une crise majeure. Elle se traduit par une dérive dangereuse dans ses principes, ses fondements et ses valeurs», jugent les deux cents militants réunis vendredi à Bouzeguène parmi lesquels Karim Tabbou, celui par qui, pourrait-on dire, le scandale a éclaté au grand jour. Se disant inquiets et rongés par des

interrogations quant à la direction que leur parti est en train de prendre, les militants en conclave vendredi notent qu'au lieu de répondre aux attentes des militants, la direction du FFS «fait dans l'intox, l'intimidation, le chantage, la corruption et la menace de sanctions». Ce qui pourrait mener à l'éclatement du FFS, assurent les présents au conclave de Bouzeguène qui affirment à l'intention de ceux qui doutent de leur objectif qu'ils n'ont d'autre objectif que de «restituer le FFS à ses militants et à la société» et réfutent, ainsi, la conduite des affaires du parti par l'actuelle direction. Voilà qui promet quelques belles explications entre l'exécutif que mène Ali Laskri et ses contradicteurs pour le moins résolus à ne pas se laisser faire, malgré les mises en garde d'Aït Ahmed.

M. Azedine